

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°16-DRCTAJ/1- 568

mettant en demeure la société REINAL de se conformer aux dispositions applicables à l'installation qu'elle exploite à Saint-Aubin-la-Plaine

Le Préfet de la Vendée  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5

**Vu** l'arrêté préfectoral n°03-DRCLE/1-5 du 8 janvier 2003 autorisant Monsieur CORRE à exploiter un atelier de thermolaquage à Saint-Aubin-la-Plaine ;

**Vu** le courrier de la société REINAL, du 11 juillet 2003, informant le préfet de la Vendée d'un changement d'exploitant ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en particulier l'article 18 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 3 octobre 2016, transmis à l'exploitant par courrier du même jour, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au rapport de l'inspecteur susvisé ;

**Considérant** que lors de la visite de contrôle du 27 septembre 2016, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pas fait procéder à l'analyse du risque foudre de ses installations autorisées de traitement de surfaces et de thermolaquage, ce qui constitue un écart à l'article 18 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société REINAL de respecter les dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'un délai de trois mois est jugé suffisant pour lever cet écart ;

ARRETE

Article 1 : La société REINAL, exploitant un atelier de traitement de surfaces et de thermolaquage à Saint-Aubin-la-Plaine, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'article 18 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 2 : L'exploitant adressera au préfet de la Vendée, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des sanctions pénales

encourues, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement relatif aux installations classées.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nantes dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint-Aubin-la-Plaine et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture - bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières, section des installations classées.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, et dont une copie sera transmise au sous-préfet de Fontenay-le-Comte.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 14 NOV. 2016

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général  
de la Préfecture de la Vendée

Vincent NIQUET

Arrêté n°16-DRCTAJ/1- **S68**

mettant en demeure la société REINAL de se conformer aux dispositions applicables à l'installation qu'elle exploite à Saint-Aubin-la-Plaine